



# Assemblée générale

Distr. générale  
10 août 2006  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante et unième session

Point 121 de l'ordre du jour provisoire\*

### Gestion des ressources humaines

## Emploi d'anciens fonctionnaires retraités

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport a été établi en application des résolutions de l'Assemblée générale 57/305 et 59/266 concernant l'emploi de retraités.

Le rapport fournit des informations concernant les catégories et les classes des retraités employés au Secrétariat en 2004-2005, y compris le type d'engagement.

Le nombre total de retraités employés en 2004-2005 a diminué; toutefois, le nombre total de jours de travail et le total des rémunérations ont augmenté par rapport à la période biennale 2002-2003. Le nombre de nationalités représentées par des consultants et des vacataires ainsi que le pourcentage de femmes ont diminué.

L'Assemblée générale est invitée à prendre note du rapport.

---

\* A/61/150.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1–7	3
II. Analyse de l'emploi d'anciens fonctionnaires retraités . . . . .	8–15	4
III. Comparaison avec la période biennale précédente . . . . .	16–24	5
IV. Réemploi pour six mois ou plus d'anciens fonctionnaires âgés d'au moins 60 ans ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits . . . . .	25–29	8
V. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités dans des postes de décision. . . . .	30	9
VI. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités pour une période cumulative de service supérieure à deux ans . . . . .	31–33	10
VII. Polongation d'emploi de fonctionnaires après l'âge de départ obligatoire à la retraite . . . . .	34–37	10
VIII. Conclusion . . . . .	38–40	11
Annexe		
Tableaux statistiques . . . . .		12
1. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités, par type et nombre d'engagements, 2004, 2005 et 2004-2005 . . . . .		13
2. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités, par catégorie d'engagement, 2004, 2005 et 2004-2005 . . . . .		13
3. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités, par entité, 2004, 2005 et 2004-2005 . . . . .		14
4. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités engagés au Secrétariat et dans les services linguistiques, par nationalité et par sexe, 2004-2005 . . . . .		15
5. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités, par fonction, 2004-2005 . . . . .		18
6. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités, par groupe d'âge, 2004-2005 . . . . .		22
7. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités dans des postes et des fonctions de décision, 2004-2005 . . . . .		22
8. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités engagés pour une période cumulative de service supérieure à deux ans, par entité et par fonction, 2004-2005 . . . . .		28
9. Fonctionnaires maintenus en fonction après l'âge de départ obligatoire à la retraite, par entité, 2004, 2005 et 2004-2005 . . . . .		29
10. Personnel maintenu en fonction après l'âge de départ obligatoire à la retraite, par fonction, 2004, 2005 et 2004-2005 . . . . .		30
11. Personnel maintenu en fonction après l'âge de départ obligatoire à la retraite, par entité et par classe, 2004-2005 . . . . .		31

## I. Introduction

1. Dans ses résolutions 57/305 et 59/266, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, tous les deux ans, un rapport sur l'emploi d'anciens fonctionnaires retraités et de mettre au point des critères de sélection précis concernant l'emploi d'anciens fonctionnaires retraités, notamment pour les postes de la catégorie des administrateurs, le nombre de personnes engagées pour une durée supérieure à deux ans et le nombre de retraités occupant des postes où ils sont amenés à participer à la prise de décisions, en particulier en ce qui concerne les nominations et les promotions au Secrétariat et dans les opérations hors Siège, ainsi que les cas dans lesquels des retraités sont chargés de responsabilités de représentation auprès d'organes intergouvernementaux, et le maintien en fonction après l'âge de départ obligatoire à la retraite<sup>1</sup>. Le présent rapport est soumis en réponse à ces demandes.

2. Selon la définition donnée par le Secrétaire général au paragraphe 4 de son rapport (A/53/526) et approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/221, le terme « retraité » désigne « un ancien fonctionnaire âgé de 55 ans au moins qui, comptant une période de service supérieure à cinq ans, perçoit une pension de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ».

3. La section II du présent rapport et les tableaux 1 à 6 de l'annexe fournissent une analyse et des données sur l'emploi d'anciens fonctionnaires retraités durant la période biennale 2004-2005. La section III compare l'emploi de retraités durant la période considérée avec la période biennale 2002-2003, dont les données ont été présentées à l'Assemblée générale dans le rapport précédent du Secrétaire général (A/59/222). La section IV porte sur les anciens fonctionnaires de 60 ans ou plus qui ont opté pour le versement de départ au titre de la liquidation de leurs droits à pension et qui ont été rengagés pour une période de six mois ou plus. La section V et le tableau 7 de l'annexe contiennent des informations sur l'emploi d'anciens fonctionnaires retraités qui occupent des postes où ils sont amenés à participer à la prise de décisions. La section VI et le tableau 8 de l'annexe fournissent des données et des informations analytiques sur l'emploi de retraités et d'anciens fonctionnaires retraités engagés en 2004-2005 pour une période cumulative de service supérieure à deux ans. La section VII et les tableaux 9 à 11 de l'annexe concernent les personnes qui, après l'âge de départ obligatoire à la retraite, ont continué de travailler du fait de la prorogation de leur engagement ou ont été rengagés et ont continué de cotiser à la Caisse des pensions.

4. Le rapport utilise la méthode de la comptabilité en droits constatés et comprend les retraités qui ont été employés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et ont continué à exercer leurs fonctions durant la période considérée. Le rapport définit ces personnes comme étant maintenues en fonction après l'âge de départ obligatoire à la retraite et sont classées par entité et ventilées par sexe, nationalité, fonction et durée de la prorogation.

5. Le rapport fournit des données tirées des dossiers disponibles concernant les personnes et les engagements durant chaque année de la période considérée. Les disparités dans le nombre de personnes engagées qui est indiqué dans les totaux des

---

<sup>1</sup> Le maintien en fonction après l'âge de départ obligatoire à la retraite et l'emploi de retraités sont régis par l'instruction administrative ST/AI/2003/8 et Amend.1.

tableaux sont dues à la prise en compte de paramètres différents. De même, le nombre d'engagements par total général et partiel, par entité et par fonction diffère du décompte des personnes du fait que certains retraités ont été employés dans plusieurs entités et dans différentes fonctions au titre de plusieurs engagements durant la période considérée. Le décompte par nationalité et par groupe d'âge diffère aussi du fait que l'enregistrement des retraités employés dans l'Organisation durant la période considérée reflète les changements éventuels de nationalité.

6. Les critères de sélection appliqués aux retraités de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur sont identiques à ceux qui régissent la sélection de tous les fonctionnaires et répondent pleinement aux exigences énoncées au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies. Suivant les critères énoncés dans l'instruction administrative ST/AI/2003/8, les anciens fonctionnaires ne peuvent être employés que si l'Organisation ne peut faire face à ses besoins opérationnels du fait qu'aucun fonctionnaire qualifié n'est disponible pour exercer les fonctions considérées, et si l'engagement proposé n'a pas d'effets préjudiciables sur les perspectives de carrière ou les possibilités de réaffectation d'autres fonctionnaires et constitue un moyen économique et rationnel de répondre aux besoins du service.

7. Conformément à la demande faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 59/266 pour que des rapports de synthèse lui soient présentés à sa soixante et unième session, le présent rapport est publié comme additif du rapport du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat (A/61/257).

## **II. Analyse de l'emploi d'anciens fonctionnaires retraités**

8. Le présent rapport contient des informations sur les anciens fonctionnaires retraités engagés durant la période biennale 2004-2005, ventilées par année, et sur le nombre de retraités et d'engagements ventilés par type, durée de service, contrats, catégorie, fonction et classe. Les données statistiques pertinentes figurent dans les tableaux de l'annexe.

9. Le nombre d'anciens fonctionnaires retraités employés durant la période biennale 2004-2005 s'est élevé à 491 personnes, qui représentent le chiffre net ou le chiffre de référence des personnes de cette catégorie employées à l'Organisation, quels que soient le nombre, le type et la catégorie d'engagement concernant leur emploi durant la période considérée. En conséquence, ce chiffre est inférieur au total cumulatif des retraités indiqué par type et nombre d'engagements (voir tableau 1 de l'annexe) ou par catégorie et nombre d'engagements (voir tableau 2 de l'annexe), étant donné qu'une seule personne peut avoir eu plusieurs engagements de différents types et dans divers départements.

10. Quatre entités ont absorbé 76,7 % de l'ensemble des retraités employés durant la période biennale. Au premier rang se situe le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, qui a employé 223 personnes (soit 41,2 % du total), avec 40 084 jours de travail et des rémunérations totalisant 16 millions de dollars. L'Office des Nations Unies à Genève vient en deuxième place avec 98 personnes engagées (17,4 % du total), 11 837 jours de travail et des rémunérations de 4 millions de dollars. L'Office des Nations Unies à Vienne occupe le troisième rang avec 52 personnes engagées (9,6 % du total), 6 507 jours de travail et des rémunérations de 2,4 millions de dollars. Les missions sur le terrain

administrées par le Département des opérations de maintien de la paix ont employé 46 retraités (8,5 % du total), avec 13 942 jours de travail et des rémunérations de 4,6 millions de dollars (voir tableau 3 de l'annexe).

11. En 2004-2005, les anciens fonctionnaires retraités ont été employés dans trois grands groupes fonctionnels à l'échelle du Secrétariat : services linguistiques, en particulier à des postes de réviseur et d'interprète (59,9 % des engagements), secteur administratif (24,2 %), affaires politiques, affaires économiques et sociales, environnement, affaires humanitaires, services consultatifs et assistance technique (11 %). Les autres fonctions représentaient 5 % des engagements (voir tableau 5 de l'annexe).

12. Les retraités engagés durant la période considérée représentaient 74 nationalités. Des ressortissants des 12 États Membres suivants représentaient 72 % de l'ensemble des engagements en 2004-2005 : États-Unis d'Amérique : 79 (15,9 %); France : 71 (14,3 %); Égypte : 56 (11,3 %); Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : 30 (6 %); Espagne : 23 (4,6 %); Chine : 21 (4,2%); Chili : 18 (3,6 %); Argentine : 14 (2,8 %); Philippines : 13 (2,6 %); Autriche : 12 (2,4 %); Canada : 12 (2,4 %); et Fédération de Russie : 10 (2 %) (voir tableau 4 de l'annexe).

13. Les retraités employés comptaient 209 femmes (42 % du total).

14. Les retraités appartenant aux deux groupes d'âge suivants : 60-70 ans (74 % du total) et 55-60 (10 %) représentaient 84 % de l'ensemble des anciens fonctionnaires engagés durant la période biennale.

15. Les rémunérations versées aux retraités employés pendant la période biennale 2004-2005 se sont chiffrées au total à 33,5 millions de dollars, dont 20,8 millions de dollars (62,1 % du total) pour les services linguistiques et 6,8 millions de dollars (19,4 % du total) pour le secteur administratif.

### **III. Comparaison avec la période biennale précédente**

16. Le nombre de retraités engagés en 2004-2005 reflète une diminution de 12,8 % (72 personnes en moins) par rapport à 2002-2003.

17. Le nombre de jours de travail a augmenté de 14,8 %, passant de 84 878 en 2002-2003 à 97 406 en 2004-2005.

18. Les dépenses ont augmenté au total de 45,8 %, passant de 23 millions de dollars en 2002-2003 à 33,5 millions de dollars en 2004-2005. Toutefois, le coût annuel en 2005 (15,6 millions de dollars) a diminué de 13,3 % par rapport à 2004 (18 millions de dollars). Le coût moyen par jour et par retraité a augmenté de 26,9 % en 2004-2005, soit une moyenne de 344,2 dollars par rapport à celle de 271,3 dollars en 2002-2003.

19. Le nombre d'entités du Secrétariat employant des anciens fonctionnaires retraités a diminué en 2004-2005 (30) par rapport à 2002-2003 (31).

20. Durant la période considérée, le nombre d'engagements d'anciens fonctionnaires retraités appartenant à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur a été de 99, soit 19,7 % du total, ce qui représente une diminution de 69 % par rapport à la période biennale 2002-2003. Le nombre

d'engagements de retraités en tant que consultants et vacataires a été de 113 en 2004-2005, soit 100 de moins qu'en 2002-2003, ce qui représente une diminution de 46 %.

21. Le nombre total de retraités employés dans les services linguistiques et connexes a atteint 240, soit une augmentation de 3 % par rapport au chiffre indiqué en 2002-2003 (233). Le nombre de jours de travail dans ces services a atteint 43 568, soit une augmentation de 18,8 % par rapport au chiffre de 2002-2003. Les rémunérations ont augmenté de 44,5 % pour atteindre 19,4 millions de dollars en 2004-2005, contre 10,8 millions de dollars en 2002-2003.

22. L'emploi de retraités dans le secteur administratif est tombé à 130 durant 2004-2005 (soit une diminution de 36 personnes ou de 21,7 % par rapport à 2002-2003). Le nombre de jours de travail à leur actif a toutefois atteint au total 29 075 (soit une augmentation de 993 jours ou de 3,6 %). Les rémunérations ont augmenté au total de 668 000 dollars, passant de 5,9 millions de dollars en 2002-2003 à 6,5 millions de dollars.

23. Le nombre de retraités travaillant dans les affaires politiques, les affaires économiques et sociales, l'environnement, les affaires humanitaires et l'assistance technique a également diminué par rapport à la période biennale 2002-2003 (59 contre 134); le nombre de jours de travail a baissé en 2004-2005 pour atteindre au total 11 249 (soit 6 864 jours de travail ou 37,9 % de moins qu'en 2002-2003). Les rémunérations ont également diminué pour atteindre au total 3,7 millions de dollars (soit 1,1 million de dollars ou 22,9 % de moins).

24. Par rapport à 2002-2003 où il était de 89, le nombre de nationalités (pays ou territoires) représentées par les anciens fonctionnaires retraités est tombé à 74 (soit 16,9 % de moins) en 2004-2005. Le pourcentage de femmes remployées en 2004-2005 (42 %) a diminué de 2 % par rapport à celui de 2002-2003 (44 %).

Figure 1  
**Nombre d'anciens fonctionnaires retraités remployés**

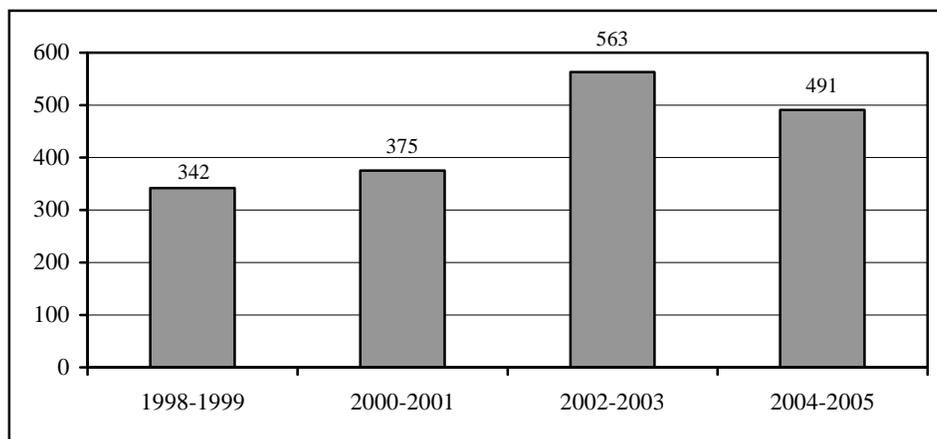


Figure 2  
**Nombre de jours de travail à l'actif d'anciens fonctionnaires retraités**

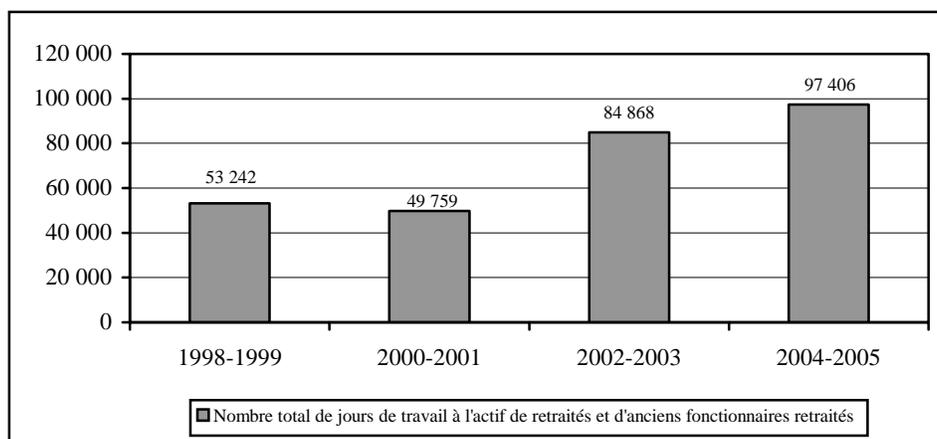


Figure 3  
**Total des rémunérations versées aux anciens fonctionnaires retraités qui ont été rengagés**

(En milliers de dollars des États-Unis)

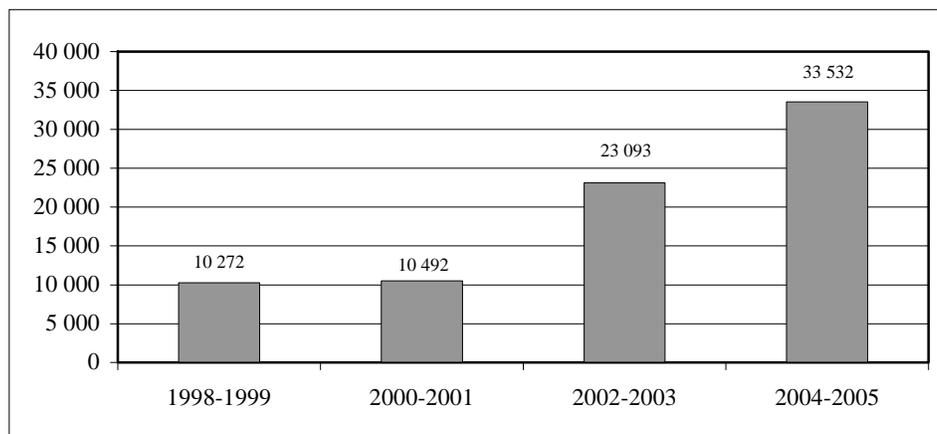


Figure 4  
**Pourcentage de femmes chez les anciens fonctionnaires retraités  
qui ont été rengagés**

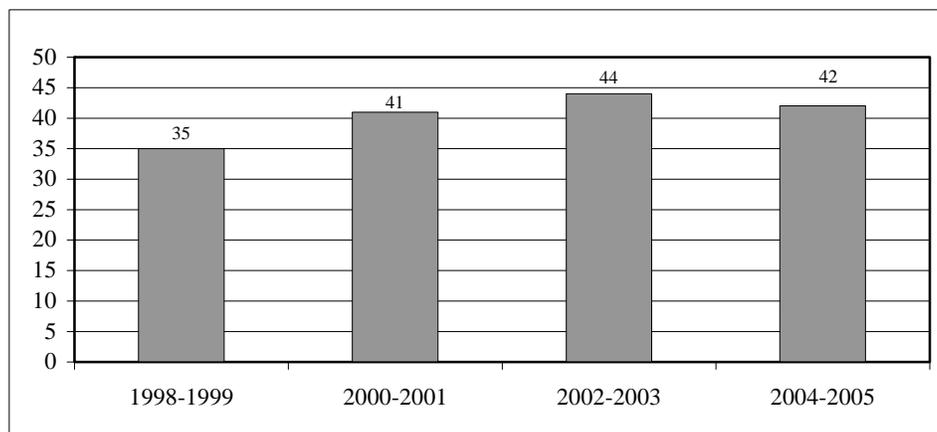
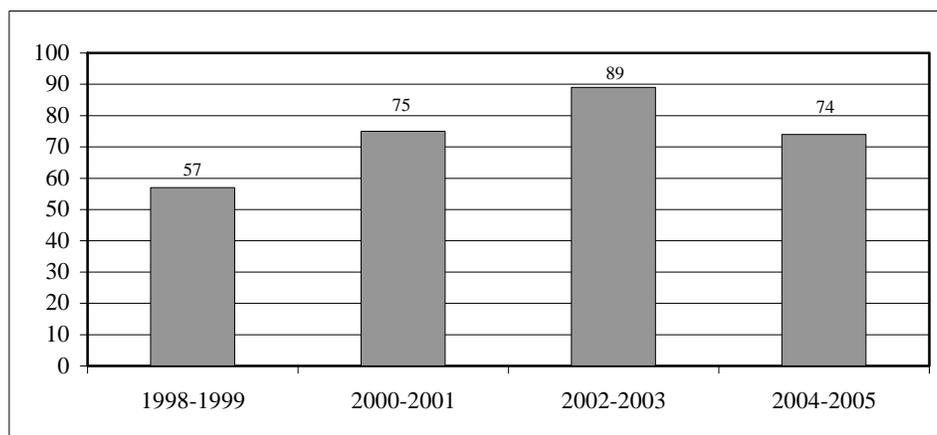


Figure 5  
**Nombre de nationalités représentées**



#### **IV. Réemploi pour six mois ou plus d'anciens fonctionnaires âgés d'au moins 60 ans ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits**

25. L'article 31 du Règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies prévoit un versement de départ au titre de la liquidation des droits à un participant qui n'a pas encore atteint l'âge normal de la retraite à la date de sa cessation de services ou, s'il a atteint cet âge ou plus à la date en question, n'a pas droit à une pension de retraite. Le montant du versement de départ est égal à celui des cotisations versées à la Caisse par le participant si sa période d'affiliation est inférieure à cinq ans ou à celui de ses propres cotisations, majoré de 10 %, pour

chaque année en sus de cinq, jusqu'à concurrence d'un maximum de 100 %, si la période d'affiliation de l'intéressé a été supérieure à cinq ans.

26. Durant la période biennale 2004-2005, 209 anciens fonctionnaires appartenant à cette catégorie ont été rengagés, par rapport à 57 en 2002-2003. Parmi ces fonctionnaires, 36,7 % ont été engagés dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 29,5 % dans le Service mobile et la catégorie des services généraux et catégories apparentées et 33,8 % dans les services linguistiques et services connexes.

27. Durant la période considérée, ces fonctionnaires ont été employés par 31 entités, les deux plus gros employeurs étant le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (47 personnes, soit 22,5 % du total) et les missions sur le terrain administrées par le Département des opérations de maintien de la paix (44 personnes, soit 21,1 % du total).

28. Le nombre de jours de travail à l'actif des personnes de cette catégorie en 2004-2005 a été de 51 431 au total, représentant des rémunérations de 15,6 millions de dollars (soit 46,6 % du coût total de l'emploi de tous les retraités). Les services linguistiques et connexes ont employé 39,5 % d'entre eux (14 603 jours de travail, 5,4 millions de dollars); 37,4 % ont été engagés dans le secteur administratif (22 188 jours de travail, 5,2 millions de dollars); 17 % ont été employés dans les affaires politiques, les affaires économiques et sociales, l'environnement, les affaires humanitaires, les services consultatifs, l'assistance technique et les services analogues (11 173 jours de travail, 3,7 millions de dollars).

29. Ces fonctionnaires appartenaient à 92 % au groupe d'âge 60-70 ans et à 8 % au groupe d'âge 70-75 ans.

## **V. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités dans des postes de décision**

30. Durant la période biennale 2004-2005, 183 retraités ont été employés dans des postes de décision<sup>2</sup> dans 26 entités. Leurs titres fonctionnels les plus courants ont été les suivants : administrateur général, administrateur hors classes et fonctionnaire d'administration hors classe (26 personnes); chef de service, de section ou de groupe (17 personnes); représentant spécial du Secrétaire général (10 personnes); directeur (7 personnes); fonctionnaire chargé temporairement d'une unité administrative (7 personnes). Les principaux employeurs ont été les missions sur le terrain administrées par le Département des opérations de maintien de la paix (47 personnes, soit 25,6 % du total de la catégorie), le Département de l'information (7 personnes), le Département de la gestion (6 personnes), le Bureau du coordonnateur des affaires humanitaires (6 personnes) et le Département des opérations de maintien de la paix (5 personnes).

<sup>2</sup> Les postes de décision ont été déterminés suivant les titres fonctionnels des postes de classe P-4 et au-dessus.

## **VI. Emploi d'anciens fonctionnaires retraités pour une période cumulative de service supérieure à deux ans**

31. Au total, 28 retraités, dont 46 % étaient des femmes, ont été employés en 2004-2005 pour une période cumulative de service supérieure à deux ans (voir tableau 8 de l'annexe).

32. Le nombre total de jours de travail à l'actif de ce groupe a été de 21 234 et les dépenses se sont élevées à 5,8 millions de dollars.

33. Sur les 12 entités où ces personnes ont travaillé, la majorité des engagements ont concerné le Département de l'information, avec 6 fonctionnaires, et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Département des opérations de maintien de la paix et l'Office des Nations Unies à Genève, avec 4 fonctionnaires chacun. Ces entités ont absorbé près de 65 % de tous les anciens fonctionnaires retraités réemployés pour une période cumulative supérieure à deux ans.

## **VII. Prolongation d'emploi de fonctionnaires après l'âge de départ obligatoire à la retraite**

34. Le présent rapport introduit des données sur le maintien en fonction après l'âge de départ obligatoire à la retraite. Cette question est régie par les critères énoncés dans l'instruction administrative ST/AI/2003/8 qui définissent les conditions nécessaires pour le maintien en fonction, à savoir : a) aucun candidat qualifié n'est disponible pour assumer en temps voulu les fonctions qui s'attachent au poste considéré; b) le maintien en fonction est dans l'intérêt de l'Organisation, en raison des besoins du service considéré.

35. Durant la période biennale 2004-2005, 222 fonctionnaires ont été maintenus en fonction au Secrétariat après l'âge de départ obligatoire à la retraite, dont 82 étaient des femmes (37 %) (voir tableau 9 de l'annexe). Ce chiffre représente une diminution de 29,5 % par rapport à la période 2002-2003 (315 fonctionnaires)

36. Les entités ayant compté le plus grand nombre de fonctionnaires prolongés après l'âge de la retraite (60 % du total) ont été les missions sur le terrain administrées par le Département des opérations de maintien de la paix avec 60 personnes (27 % du total), le Département de l'information avec 37 personnes (17 %) et le Département des affaires économiques et sociales avec 24 personnes (11 %).

37. Les principales fonctions concernées relevaient du secteur administratif (44 % du total) et des affaires politiques, affaires économiques et sociales, environnement, affaires humanitaires, services consultatifs et assistance technique (22 %).

## VIII. Conclusion

38. Les données figurant dans le présent rapport indiquent que d'anciens fonctionnaires retraités ont été employés dans le domaine des services linguistiques et de conférence dans les principaux lieux d'affectation, notamment pour la traduction et le traitement des documents. En raison du développement des opérations sur le terrain dans le monde entier (maintien de la paix et action humanitaire), il a été impératif de renforcer immédiatement les capacités d'un certain nombre d'entités et d'assurer des ressources suffisantes aux missions sur le terrain pour lesquelles il n'était pas toujours facile de recruter du personnel. De plus, la satisfaction des besoins en compétences techniques ne pouvait attendre que le processus de recrutement normal soit achevé. Étant donné que d'anciens fonctionnaires retraités étaient souvent engagés pour pourvoir temporairement des postes vacants au sein de missions et que leur emploi ne nuisait pas au plan de recrutement à long terme, les entités ont été enclines à engager d'anciens fonctionnaires retraités expérimentés disponibles pour répondre aux besoins opérationnels.

39. Les anciens fonctionnaires retraités ont les compétences spécialisées et les connaissances institutionnelles voulues pour pouvoir exercer immédiatement et pleinement leurs fonctions sans mise au courant. Dans les situations décrites plus haut, l'emploi de retraités est considéré comme constituant le moyen le plus économique de répondre aux besoins opérationnels à court terme.

40. **L'Assemblée générale est invitée à prendre note du présent rapport.**

## Annexe

### Tableaux statistiques

#### Abréviations employées dans les tableaux

BSCI	Bureau des services de contrôle interne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COCOVINU	Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies
HCDHR	Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUV	Office des Nations Unies à Vienne
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SGA	Sous-Secrétaire général
SIG	Système intégré de gestion
SSG	Sous-Secrétaire général

#### Notes explicatives

Tous les chiffres concernant les dépenses sont arrondis au millier de dollars le plus proche. Les chiffres de référence utilisés ici sont les suivants : 491 retraités employés en 2004 et 2005, pour un total de 541 engagements et de 97 406 jours de travail, représentant des dépenses d'un montant de 33,5 millions de dollars.

La base de données du SIG indique le nombre de personnes rengagées chaque année au cours de la période considérée. Les disparités qui peuvent apparaître entre les totaux des tableaux sont dues à la prise en compte de paramètres différents.

Dans le précédent rapport sur les retraités réemployés (A/59/222), les données pour la période biennale 2002-2003 contenaient une erreur, à savoir qu'elles comprenaient les fonctionnaires âgés de 55 ans ou plus qui avaient opté pour un versement de départ au titre de la liquidation des droits et avaient été réemployés pour six mois ou plus, alors qu'il aurait dû s'agir des personnes âgées de 60 ans ou plus conformément à la résolution 53/221 de l'Assemblée générale. De ce fait, 57 personnes en trop avaient été déclarées. Les chiffres indiqués dans le présent rapport pour la période biennale 2002-2003 annulent et remplacent ceux qui figurent dans le document A/59/222.

Tableau 1  
**Emploi d'anciens fonctionnaires retraités, par type et nombre d'engagements, 2004, 2005 et 2004-2005**

Type d'engagement	Nombre d'engagements			Nombre total de jours de travail			Total des rémunérations (milliers de dollars)		
	2004	2005	2004-2005	2004	2005	2004-2005	2004	2005	2004-2005
Engagement de durée déterminée	60	38	75	17 354	8 754	26 108	4 100	1 885	5 986
Engagement de durée intermédiaire	10	5	11	3 706	1 545	5 251	1 374	580	1 954
Engagement de durée limitée	16	12	19	3 335	2 782	6 117	1 207	869	2 076
Engagement de longue durée	2	1	2	576	364	940	231	135	367
Engagement à titre permanent	1	0	1	119	0	119	17	0	17
Engagement de courte durée	245	240	281	25 742	26 658	52 400	10 632	11 543	22 175
Consultants	22	26	40	799	1 910	2 709	156	397	553
Vacataires	44	56	73	2 694	3 777	6 471	413	543	956
<b>Total</b>	<b>400</b>	<b>378</b>	<b>502</b>	<b>53 526</b>	<b>43 880</b>	<b>97 406</b>	<b>17 976</b>	<b>15 555</b>	<b>33 532</b>

*Note* : Le nombre total de personnes engagées pendant la période biennale (502) est inférieur à la somme des chiffres de 2004 et de 2005 (778) parce que les retraités engagés à la fois en 2004 et en 2005 ne sont comptés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale (502) et le nombre total de personnes engagées (491) est due au fait que certains retraités ont été engagés plusieurs fois.

Tableau 2  
**Emploi d'anciens fonctionnaires retraités, par catégorie d'engagement, 2004, 2005 et 2004-2005**

Catégorie d'engagement	Nombre d'engagements			Nombre total de jours de travail			Total des rémunérations (en milliers de dollars)		
	2004	2005	2004-2005	2004	2005	2004-2005	2004	2005	2004-2005
Sous-Secrétaire général ou Secrétaire général adjoint	6	4	8	2 180	931	3 111	494	29	522
Agents des services généraux ou du Service mobile	22	37	42	10 707	4 942	15 649	2 051	1 195	3 246
Services linguistiques et services connexes	229	202	240	20 772	22 796	43 568	9 227	10 182	19 408
Administrateurs et directeurs	73	53	99	16 374	9 524	25 898	5 636	3 210	8 846
Accord de louage de services	66	82	113	3 493	5 687	9 180	569	940	1 509
<b>Total</b>	<b>400</b>	<b>378</b>	<b>502</b>	<b>53 526</b>	<b>43 880</b>	<b>97 406</b>	<b>17 976</b>	<b>15 555</b>	<b>33 532</b>

*Note* : Le nombre total de personnes engagées pendant la période biennale (502) est inférieur à la somme des chiffres de 2004 et de 2005 (778) parce que les retraités engagés à la fois en 2004 et en 2005 ne sont comptés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale (502) et le nombre total de personnes engagées (491) est due au fait que certains retraités ont été engagés dans plus d'une catégorie.

Tableau 3  
**Emploi d'anciens fonctionnaires retraités, par entité, 2004, 2005 et 2004-2005**

Entité	Nombre d'engagements			Nombre total de jours de travail			Total des rémunérations (milliers de dollars)		
	2004	2005	2004-2005	2004	2005	2004-2005	2004	2005	2004-2005
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	183	198	223	19 488	20 596	40 084	7 705	8 312	16 017
ONUG	83	68	94	6 693	4 694	11 387	2 186	1 834	4 020
ONUV	32	39	52	3 661	2 846	6 507	1 268	1 180	2 449
Missions sur le terrain du Département des opérations de maintien de la paix	39	26	46	8 367	5 575	13 942	2 820	1 744	4 564
Département de la gestion <sup>a</sup> :	12	9	18	2 449	1 161	3 610	411	199	610
Bureau du Secrétaire général adjoint	2	3	4	399	450	849	9	61	70
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	0	2	2	0	140	140	0	51	51
Bureau de la gestion des ressources humaines	4	1	5	516	91	607	116	22	139
Bureau des services centraux d'appui	6	2	6	1 534	392	1 926	286	49	335
Plan-cadre d'équipement	0	1	1	0	88	88	0	15	15
CEPALC	13	8	17	1 598	1 154	2 752	396	334	730
Département des affaires économiques et sociales	7	6	12	1 055	692	1 747	256	238	494
Département de l'information	7	8	12	813	1 456	2 269	177	254	431
CESAP	4	9	9	229	671	900	92	253	345
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	7	5	8	1 929	1 532	3 461	586	427	1 012
CNUCED	5	6	8	837	821	1 658	202	210	412
Département des affaires politiques	3	3	5	939	428	1 367	313	80	393
Département des opérations de maintien de la paix	3	2	5	852	125	977	373	28	401
CEA	4	1	5	707	271	978	175	82	257
HCDH	4	1	5	915	272	1 187	308	122	430
CESAO	2	2	4	250	183	433	93	57	150
Département de la sûreté et de la sécurité	0	3	3	0	390	390	0	122	122
Cabinet du Secrétaire général	2	2	3	647	807	1 454	16	22	38
CEE	1	1	2	90	59	149	24	14	38
BSCI	1	1	2	60	59	119	18	22	40
Bureau des affaires juridiques	2	1	2	170	88	258	42	22	64
Commissions régionales	2	0	2	343	0	343	103	0	103
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique	1	0	1	37	0	37	6	0	6
PNUE	1	0	1	364	0	364	35	0	35
ONU-Habitat	1	0	1	850	0	850	316	0	316

Entité	Nombre d'engagements			Nombre total de jours de travail			Total des rémunérations (milliers de dollars)		
	2004	2005	2004-2005	2004	2005	2004-2005	2004	2005	2004-2005
Département de la sûreté et de la sécurité/ Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité	1 <sup>b</sup>	0	1	183	0	183	55	0	55
<b>Total</b>	<b>420</b>	<b>399</b>	<b>541</b>	<b>53 526</b>	<b>43 880</b>	<b>97 406</b>	<b>17 976</b>	<b>15 555</b>	<b>33 532</b>

*Note* : Le nombre total de personnes engagées pendant la période biennale (541) est inférieur à la somme des chiffres de 2004 et 2005 (819) parce que les retraités engagés à la fois en 2004 et 2005 ne sont comptés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale et le nombre total de personnes engagées (491) est due au fait que certains retraités ont été engagés dans plusieurs entités au cours de la période biennale. Le nombre total d'engagements figurant dans le présent tableau est calculé d'après le décompte des engagements de la même personne dans le même département en tant qu'une seule occurrence, tandis que les engagements de la même personne dans différents départements sont comptés par occurrence. Ainsi s'explique la différence entre le nombre total d'engagements dans le présent tableau (541) et dans les tableaux 1 et 2 (502).

<sup>a</sup> Représente le nombre total d'engagements pour les bureaux suivants : Département de la gestion/Bureau du Secrétaire général adjoint, Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, Département de la gestion/Bureau de la gestion des ressources humaines, Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui et Département de la gestion/Plan-cadre d'équipement.

<sup>b</sup> Employé par le Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité.

Tableau 4  
**Emploi d'anciens fonctionnaires retraités engagés au Secrétariat et dans les services linguistiques, par nationalité et par sexe, 2004-2005**

#### A. Secrétariat

Nationalité (pays ou territoire)	Nombre de retraités engagés	Pourcentage de femmes	Nombre total de jours de travail	Total des rémunérations (milliers de dollars)
États-Unis d'Amérique	79	56	13 856	4 430
France	71	73	12 067	4 382
Égypte	56	18	12 341	4 803
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	30	43	3 479	1 371
Espagne	23	22	3 883	1 585
Chine	21	24	3 021	1 358
Chili	18	39	3 273	945
Argentine	14	43	3 978	1 395
Philippines	13	92	3 135	619
Autriche	12	42	2 569	787
Canada	12	42	3 267	1 104
Fédération de Russie	10	10	3 186	1 253
Suisse	10	50	1 546	468
République arabe syrienne	8	0	1 580	747
Allemagne	6	67	1 717	587
Inde	6	17	1 944	538

<i>Nationalité (pays ou territoire)</i>	<i>Nombre de retraités engagés</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations (milliers de dollars)</i>
Irlande	6	83	1 306	319
Australie	5	20	561	232
Colombie	5	60	627	263
Tunisie	5	0	355	163
Belgique	4	25	619	233
Équateur	4	50	908	167
Éthiopie	4	75	532	96
Algérie	3	0	486	271
Guyana	3	0	235	83
Mexique	3	0	159	71
Pays-Bas	3	67	633	263
Pérou	3	100	513	182
Guatemala	2	50	205	72
Iraq	2	0	66	29
Israël	2	0	331	159
Jordanie	2	0	447	213
Myanmar	2	50	391	139
Nouvelle-Zélande	2	0	1 125	345
Pakistan	2	0	850	26
République-Unie de Tanzanie	2	50	820	124
Sénégal	2	0	450	250
Soudan	2	0	519	202
Togo	2	0	634	273
Uruguay	2	50	240	110
Venezuela (République bolivarienne du)	2	50	843	204
Yémen	2	0	795	279
Antigua-et-Barbuda	1	0	201	28
Bénin	1	0	365	181
Bolivie	1	0	16	4
Burkina Faso	1	0	274	102
Cameroun	1	0	180	67
Chypre	1	0	577	0
Côte d'Ivoire	1	0	59	12
Cuba	1	100	267	106
Érythrée	1	0	331	80
Finlande	1	0	30	14
Gambie	1	0	211	96
Ghana	1	0	633	155
Grèce	1	0	138	53
Grenade	1	0	484	107
Italie	1	100	118	44
Jamaïque	1	0	364	35
Kenya	1	0	391	118
Liban	1	100	307	133
Malaisie	1	0	270	100

<i>Nationalité (pays ou territoire)</i>	<i>Nombre de retraités engagés</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations (milliers de dollars)</i>
Mali	1	0	127	61
Malte	1	0	493	223
Maroc	1	0	60	26
Maurice	1	0	46	27
Panama	1	0	215	57
Paraguay	1	100	152	73
Pologne	1	0	159	59
Portugal	1	100	295	78
République tchèque	1	0	221	106
Sainte-Lucie	1	100	572	173
Serbie-et-Monténégro	1	0	201	32
Thaïlande	1	100	98	16
Divers				
Palestine	1	0	59	28
<b>Total</b>	<b>497</b>	<b>42</b>	<b>97 406</b>	<b>33 532</b>

*Note* : Le nombre total de 97 est supérieur au nombre total de personnes employées au cours de la période biennale (491) du fait que certaines personnes ont changé de nationalité.

## B. Services linguistiques et services connexes

<i>Nationalité (pays ou territoire)</i>	<i>Nombre de retraités engagés</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations (milliers de dollars)</i>
Égypte	55	18	12 098	4 713
France	53	75	8 184	3 450
États-Unis d'Amérique	47	51	7 185	2 799
Chine	21	24	3 021	1 358
Espagne	20	20	3 001	1 371
Royaume-Uni	18	44	1 930	899
Argentine	11	36	1 843	790
Fédération de Russie	8	13	1 727	703
République arabe syrienne	8	0	1 580	747
Autriche	6	33	890	377
Chili	5	40	1 005	484
Colombie	5	60	627	263
Suisse	5	0	395	185
Tunisie	5	0	355	163
Belgique	3	33	560	211
Équateur	3	67	362	167
Guatemala	2	50	205	72
Israël	2	0	331	159
Jordanie	2	0	447	213
Algérie	1	0	12	5
Australie	1	100	237	114
Canada	1	100	101	25

<i>Nationalité (pays ou territoire)</i>	<i>Nombre de retraités engagés</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations (milliers de dollars)</i>
Cuba	1	100	267	106
République tchèque	1	0	221	106
Allemagne	1	100	185	89
Grèce	1	0	138	53
Guyana	1	0	108	28
Inde	1	100	90	14
Irlande	1	100	260	61
Liban	1	100	307	133
Mali	1	0	127	61
Mexique	1	0	122	59
Maroc	1	0	60	26
Panama	1	0	215	57
Paraguay	1	100	152	73
Pérou	1	100	305	147
Portugal	1	100	295	78
Sénégal	1	0	181	87
Soudan	1	0	154	67
Uruguay	1	100	208	100
Yémen	1	0	301	130
Divers				
Palestine	1	0	59	28
<b>Total</b>	<b>302</b>	<b>39</b>	<b>49 851</b>	<b>20 771</b>

Tableau 5  
**Emploi d'anciens fonctionnaires retraités, par fonction, 2004-2005**

<i>Fonction</i>	<i>Nombre de retraités engagés</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations (milliers de dollars)</i>
<b>Services linguistiques et services connexes</b>			
Éditeur	6	1 137	534
Assistant (édition et publication assistée par ordinateur)	19	2 353	545
Assistant d'édition	6	914	232
Commis d'édition	20	3 679	760
Interprète	65	5 177	2 322
Assistant multilingue (références)	7	1 154	302
Commis aux références multilingue	1	90	14
Correcteur d'épreuve	2	686	161
Réviseur	163	29 968	14 332
Commis au traitement de texte	7	1 591	363
Traducteur	21	2 082	838

<i>Fonction</i>	<i>Nombre de retraités engagés</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations (milliers de dollars)</i>
Rédacteur de procès-verbaux	5	1 020	367
<b>Total partiel</b>	<b>322</b>	<b>49 851</b>	<b>20 771</b>
<b>Affaires politiques, affaires économiques et sociales, environnement, affaires humanitaires, services consultatifs et assistance technique</b>			
Conseiller	7	2 487	765
Spécialiste des affaires civiles	2	358	108
Spécialiste des affaires économiques	8	455	155
Électricien	1	31	7
Ingénieur	1	183	45
Expert	2	73	22
Administrateur de première classe	1	494	149
Coordonnateur pour les questions relatives aux femmes	1	30	13
Conseiller pour les droits de l'homme	1	365	136
Spécialiste des établissements humains	1	850	316
Spécialiste des affaires humanitaires	1	365	136
Fonctionnaire de l'information	4	339	103
Fonctionnaire chargé temporairement d'une unité administrative	4	722	238
Commissaire de police	1	30	14
Spécialiste des questions politiques	5	1 733	575
Administrateur général	1	26	12
Assistant (programmes)	1	90	24
Gestionnaire de programme	1	59	22
Administrateur de programme	3	161	53
Conseiller régional	2	371	138
Administrateur de deuxième classe	2	158	39
Administrateur hors classe	2	115	43
Spécialiste des affaires sociales	1	60	18
Conseiller spécial	2	697	90
Représentant spécial du Secrétaire général	3	818	495
Technicien	1	179	24
<b>Total partiel</b>	<b>59</b>	<b>11 249</b>	<b>3 738</b>
<b>Secteur administratif</b>			
Aide comptable	1	98	16
Assistant d'administration	14	3 190	578
Commis à l'administration	3	918	123

<i>Fonction</i>	<i>Nombre de retraités engagés</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations (milliers de dollars)</i>
Fonctionnaire d'administration	7	2 950	941
Conseiller auprès du Secrétaire général	1	546	0
Spécialiste des opérations aériennes	1	364	89
Opérateur d'assembleuse-relieuse	2	402	54
Assistant (entretien des bâtiments)	1	605	112
Chef de l'administration du personnel civil	1	544	164
Chef du personnel	1	544	246
Assistant (demandes de remboursement)	1	329	80
Commis (demandes de remboursement)	1	109	26
Spécialiste des demandes de remboursement	1	80	20
Commis	1	95	15
Commis dactylographe	1	97	15
Assistant informaticien	1	12	3
Assistant à la gestion des contrats	1	130	31
Opérateur chargé de la saisie des données	1	165	22
Chef adjoint	1	490	222
Assistant (documentation)	1	18	4
Commis à la documentation	2	213	34
Fonctionnaire des finances	3	482	146
Assistant (service d'assistance)	1	178	47
Assistant (ressources humaines)	4	710	104
Administrateur (ressources humaines)	7	1 816	485
Coordonnateur de la mise en œuvre du SIG	1	730	220
Juriste adjoint	1	79	20
Attaché de liaison	1	329	99
Aide bibliothécaire	2	791	111
Logisticien	3	816	202
Administrateur consultant en gestion	1	60	18
Mécanicien	1	201	28
Assistant au service des séances	6	1 072	234
Commis au service des séances	1	67	11
Commis aux états de paie	1	13	3
Assistant personnel	1	88	15
Administrateur du personnel	1	68	21
Spécialiste des travaux d'impression	1	628	124
Opérateur de presse	4	703	98
Assistant (achats)	3	877	194
Fonctionnaire chargé des achats	1	391	118

<i>Fonction</i>	<i>Nombre de retraités engagés</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations (milliers de dollars)</i>
Coordonnateur de projet	1	36	16
Commis à l'information	1	11	2
Commis à la réception	1	453	110
Assistant (recrutement)	1	23	6
Commis à l'enregistrement	1	150	35
Représentant du Secrétaire général	1	120	60
Assistant (achats et commercialisation)	1	91	24
Secrétaire	23	2 946	576
Garde	3	861	192
Agent de sécurité	4	1 410	203
Spécialiste de la formation et du perfectionnement du personnel	1	163	32
Opérateur d'appareil télégraphique	1	179	45
Assistant au traitement de texte	2	234	58
Fonctionnaire des voyages	1	400	97
<b>Total partiel</b>	<b>130</b>	<b>29 075</b>	<b>6 548</b>
<b>Autres fonctions</b>			
Sous-Secrétaire général	1	46	36
Administrateur adjoint de première classe	1	183	642
Chef	4	1 461	27
Chef de division	1	59	372
Chef de section	2	999	359
Chef de service	2	832	136
Chef de groupe	1	365	259
Directeur adjoint	2	585	42
Directeur	2	88	35
Chauffeur	1	364	217
Responsable d'unité administrative	2	438	120
Assistant d'information	2	495	200
Secrétaire général adjoint	1	577	2
Divers	5	739	0
<b>Total partiel</b>	<b>22</b>	<b>7 231</b>	<b>2 448</b>
<b>Total général</b>	<b>538</b>	<b>97 406</b>	<b>33 532</b>

*Note* : Le nombre total de retraités engagés pendant la période biennale (538) diffère du nombre total de personnes (491) du fait que certains retraités ont exercé plusieurs fonctions.

Tableau 6  
**Emploi d'anciens fonctionnaires retraités, par groupe d'âge, 2004-2005**

<i>Groupe d'âge</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations (milliers de dollars)</i>
55-59 ans	10	13 774	4 205
60-69 ans	74	72 867	24 744
70-74 ans	11	7 986	3 295
75-80 ans	5	2 779	1 287
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>97 406</b>	<b>33 532</b>

Tableau 7  
**Emploi d'anciens fonctionnaires retraités dans des postes et des fonctions de décision, 2004-2005**

<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Sexe</i>	<i>Nombre de fonctionnaires</i>
Sous-Secrétaire général	Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	SSG	M	1
Chef du personnel civil	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-4	M	2
Chef du personnel civil	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-4	F	4
Chef du personnel civil	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-4	M	1
Chef de service (« Branch »)	Département des affaires économiques et sociales	D-1	M	1
Chef de division	CESAO	D-1	M	2
Chef de division	CFPI	D-1	M	2
Chef de bureau	COCOVINU	P-4	M	1
Chef de bureau	COCOVINU	P-4	M	4
Chef de section	Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui	P-5	M	6
Chef de section	Département de la gestion/Bureau de la gestion des ressources humaines	P-5	M	1

<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Sexe</i>	<i>Nombre de fonctionnaires</i>
Chef de section	Département de l'information	P-5	F	1
Chef de section	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	2
Chef de section	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	1
Chef de section	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	L-5	M	2
Chef de section	BSCI	P-4	M	1
Chef de service	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	D-1	M	1
Chef de service	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	3
Chef de service	BSCI	D-1	M	1
Chef de service	ONUS	G-7	M	1
Chef d'état-major	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-1	M	3
Chef d'état-major	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-1	M	4
Chef de groupe	Division de l'information	P-4	F	1
Chef de groupe	Division de l'information	P-3	M	1
Chef de groupe	Division de l'information	P-4	M	1
Chef de groupe	CESAP	P-3	M	1
Chef de groupe	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	L-5	M	1
Chef de groupe	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	L-5	M	9
Coordonnateur	Commission d'indemnisation des Nations Unies	L-5	M	1
Directeur adjoint	Département des affaires économiques et sociales	P-5	M	3
Directeur adjoint	ONUS	L-6	M	2

<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Sexe</i>	<i>Nombre de fonctionnaires</i>
Directeur	Département des affaires politiques	D-2	M	1
Directeur	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-2	M	2
Directeur	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-2	M	3
Directeur	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-1	M	2
Directeur	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-2	F	1
Directeur	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-2	M	1
Directeur	PNUE	D-1	M	1
Directeur de centre de l'information	Département de l'information	P-4	F	1
Directeur de centre de l'information	Département de l'information	P-4	F	1
Administrateur général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-1	M	1
Administrateur général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-1	F	1
Administrateur général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-1	M	2
Directeur de centre de l'information	Département de l'information	P-5	F	2
Directeur de l'administration	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-2	M	1
Chef d'unité administrative	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-2	M	1
Chef d'unité administrative	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-2	M	1
Chef d'unité administrative	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	6
Chef d'unité administrative	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	L-5	F	3

<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Sexe</i>	<i>Nombre de fonctionnaires</i>
Chef d'unité administrative	HCDH	L-7	M	1
Juge	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	F	1
Juge	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	2
Juge	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-1	M	1
Juge	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	1
Fonctionnaire chargé temporairement d'une unité administrative	Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	1
Fonctionnaire chargé temporairement d'une unité administrative	CEA	P-4	M	2
Fonctionnaire chargé temporairement d'une unité administrative	CEPALC	P-5	M	2
Fonctionnaire chargé temporairement d'une unité administrative	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	FS 6	M	1
Fonctionnaire chargé temporairement d'une unité administrative	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	1
Fonctionnaire chargé temporairement d'une unité administrative	CFPI	D-2	M	1
Fonctionnaire chargé temporairement d'une unité administrative	CNUCED	P-3	F	1
Administrateur du personnel	Département des opérations de maintien de la paix	P-4	F	1
Administrateur du personnel	Département des opérations de maintien de la paix	P-4	F	1
Administrateur général	Département des affaires économiques et sociales	D-1	F	1
Administrateur général	Département des affaires économiques et sociales	D-1	F	1
Administrateur général	Division de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	D-1	F	2

<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Sexe</i>	<i>Nombre de fonctionnaires</i>
Administrateur général	Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	D-1	F	2
Administrateur général	Département des opérations de maintien de la paix	D-1	M	1
Administrateur général	Département des opérations de maintien de la paix	D-1	M	1
Administrateur général	CESAP	D-1	M	2
Administrateur général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-1	M	4
Administrateur général	CNUCED	D-1	M	1
Fonctionnaire d'administration (hors classe)	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	4
Fonctionnaire d'administration (hors classe)	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	2
Fonctionnaire d'administration (hors classe)	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	2
Fonctionnaire d'administration (hors classe)	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	1
Fonctionnaire d'administration (hors classe)	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	1
Fonctionnaire d'administration (hors classe)	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	P-5	F	4
Fonctionnaire d'administration (hors classe)	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	P-5	F	1
Fonctionnaire des finances	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	2
Administrateur (hors classe)	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	P-5	M	2
Administrateur (hors classe)	Département de la gestion/Bureau de la gestion des ressources humaines	P-5	F	1

<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Sexe</i>	<i>Nombre de fonctionnaires</i>
Administrateur (hors classe)	Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	P-5	M	2
Administrateur (hors classe)	Département de la sûreté et de la sécurité	P-5	F	2
Fonctionnaire (hors classe)	Département de la sûreté et de la sécurité	P-5	M	1
Administrateur (hors classe)	Département de la sûreté et de la sécurité	P-5	F	1
Administrateur (hors classe)	Département de la sûreté et de la sécurité	P-5	M	1
Administrateur (hors classe)	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	1
Administrateur (hors classe)	Ombudsman	P-5	F	1
Administrateur (hors classe)	Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité	P-5	M	1
Fonctionnaire chargé des achats	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	3
Représentant régional principal	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	1
Représentant spécial	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	SSG	M	2
Représentant spécial du Secrétaire général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	SGA	M	1
Représentant spécial du Secrétaire général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	SSG	M	2
Représentant spécial du Secrétaire général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	SSG	M	2
Représentant spécial du Secrétaire général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	SSG	M	4
Représentant spécial du Secrétaire général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	SSG	M	1
Représentant spécial du Secrétaire général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	SGA	M	2
Représentant spécial du Secrétaire général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	SSG	F	1

<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Sexe</i>	<i>Nombre de fonctionnaires</i>
Représentant spécial du Secrétaire général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-2	M	1
Représentant spécial du Secrétaire général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	ASG	M	1
Représentant spécial du Secrétaire général	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	D-2	M	1
Responsable des opérations d'approvisionnement	Mission du Département des opérations de maintien de la paix	P-5	M	1
Secrétaire général adjoint	Département de la gestion	SGA	M	2
<b>Total</b>			<b>15 % de femmes</b>	<b>183</b>

Tableau 8

**Emploi d'anciens fonctionnaires retraités engagés pour une période cumulative de service supérieure à deux ans, par entité et par fonction, 2004-2005**

<i>Entité</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Nombre de fonctionnaires par engagement</i>	<i>Nombre de femmes</i>	<b>Total des rémunérations (milliers de dollars)</b>
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Chef de service	729	1	0	<b>330 105</b>
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Assistant (documentation)	729	1	0	<b>96 245</b>
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Commis d'édition	1 458	2	2	<b>173 234</b>
Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui	Archiviste	730	1	1	<b>220 239</b>
Division de la gestion/Bureau de la gestion des ressources humaines	Chef de section	729	1	0	<b>271 286</b>
Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	Aide-comptable	729	1	0	<b>96 245</b>
Département des affaires politiques	Directeur	729	1	0	<b>362 198</b>
Département des affaires politiques	Spécialiste des questions politiques	729	1	1	<b>219 937</b>
Département de l'information	Chef de section	729	1	1	<b>271 286</b>
Département de l'information	Chef de groupe	1 458	2	1	<b>397 918</b>
Département de l'information	Directeur de centre d'information	1 459	2	2	<b>440 176</b>
Département de l'information	Aide-bibliothécaire	729	1	1	<b>96 245</b>
DOMP	Chef	1 459	2	0	<b>660 663</b>

<i>Entité</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Nombre total de jours de travail</i>	<i>Nombre de fonctionnaires par engagement</i>	<i>Nombre de femmes</i>	<i>Total des rémunérations (milliers de dollars)</i>
DOMP	Spécialiste de la planification	729	1	0	<b>219 937</b>
DOMP	Responsable des opérations d'approvisionnement	729	1	1	<b>219 937</b>
MADOMP	Représentant spécial du Secrétaire général	729	1	0	<b>484 701</b>
BSCI	Chef de section	729	1	0	<b>219 937</b>
PNUE	Fonctionnaire d'administration	729	1	0	<b>177 981</b>
ONU-Habitat	Commis	729	1	0	<b>77 906</b>
ONU-Habitat	Spécialiste des établissements humains	850	1	0	<b>316 314</b>
ONUG	Commis à l'administration	729	1	1	<b>86 617</b>
ONUG	Agent de sécurité	850	1	0	<b>100 993</b>
ONUG	Commis au traitement de texte	2 035	2	2	<b>241 791</b>
<b>Total</b>		<b>21 234</b>	<b>28</b>	<b>13</b>	<b>5 781 891</b>

*Note* : Vingt-huit anciens fonctionnaires retraités ont été employés, chacun au titre d'un seul engagement (28).

Tableau 9

### Fonctionnaires maintenus en fonction après l'âge de départ obligatoire à la retraite, par entité, 2004, 2005 et 2004-2005

<i>Entité</i>	<i>Nombre de fonctionnaires</i>								
	<i>2004</i>			<i>2005</i>			<i>2004-2005</i>		
	<i>F</i>	<i>M</i>	<i>Total</i>	<i>F</i>	<i>M</i>	<i>Total</i>	<i>F</i>	<i>M</i>	<i>Total</i>
Département des affaires de désarmement	1		<b>1</b>				1		<b>1</b>
Département des affaires économiques et sociales	7	8	<b>15</b>	5	6	<b>11</b>	11	13	<b>24</b>
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	3	4	<b>7</b>	4	1	<b>5</b>	7	5	<b>12</b>
Département de la gestion	5	1	<b>6</b>	6	1	<b>7</b>	9	2	<b>11</b>
Bureau du Secrétaire général adjoint	2	1	<b>3</b>	2		<b>2</b>	3	1	<b>4</b>
Bureau des services centraux d'appui				1		<b>1</b>	1		<b>1</b>
Bureau de la gestion des ressources humaines	3		<b>3</b>	2		<b>2</b>	4		<b>4</b>
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité				1	1	<b>2</b>	1	1	<b>2</b>
Département des affaires politiques		1	<b>1</b>		1	<b>1</b>		2	<b>2</b>
Département de l'information	10	8	<b>18</b>	9	15	<b>23</b>	18	19	<b>37</b>
DOMP		5	<b>5</b>	1	5	<b>6</b>	1	8	<b>9</b>
Département de la sûreté et de la sécurité					1	<b>1</b>		1	<b>1</b>
CEA	1	2	<b>3</b>	3	5	<b>8</b>	4	7	<b>11</b>
CEE		1	<b>1</b>	1	2	<b>3</b>	1	3	<b>4</b>
CEPALC	1		<b>1</b>	2	2	<b>4</b>	3	2	<b>5</b>
CESAP	2	2	<b>4</b>		1	<b>1</b>	2	2	<b>4</b>

Entité	Nombre de fonctionnaires								
	2004			2005			2004-2005		
	F	M	Total	F	M	Total	F	M	Total
CESAO		1	1	1	2	3	1	2	3
MADOMP	5	37	42	7	29	36	8	52	60
Services interinstitutions					1	1		1	1
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		1	1	2	1	3	3	2	4
HCDH	1	1	2		1	1	1	2	3
BSCI	1		1				1		1
Bureau des affaires juridiques	1		1		1	1	1	1	2
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique				1		1	1		1
Cabinet du Secrétaire général	2	3	5	3	2	5	3	3	6
CNUCED		5	5		2	2		6	6
PNUE				1	1	2	1	1	2
COCOVINU		1	1		1	1		1	1
ONUDC	1	2	3	1		1	1	2	3
ONUG	1	1	2		1	1	1	2	2
ONUN				2		2	2		2
ONUV	1	1	2		3	3	1	3	4
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>85</b>	<b>128</b>	<b>49</b>	<b>85</b>	<b>133</b>	<b>82</b>	<b>142</b>	<b>222</b>

Note : Le nombre total de fonctionnaires pour la période biennale 2004-2005 (222) diffère des totaux pour 2004 et 2005 étant donné qu'il exclut les personnes qui ont changé de département. Il diffère également du total du tableau 10 ci-après (225) du fait qu'un fonctionnaire a été employé dans plusieurs fonctions.

Tableau 10  
**Personnel maintenu en fonction après l'âge de départ obligatoire  
à la retraite, par fonction, 2004, 2005 et 2004-2005**

Fonction	2004	2005	2004-2005
Services linguistiques et services connexes	6	5	10
Affaires politiques, affaires économiques et sociales, environnement, affaires humanitaires, services consultatifs et assistance technique	24	33	50
Secteur administratif	64	56	99
Autres services	37	40	66
<b>Total</b>	<b>131</b>	<b>134</b>	<b>225</b>

Note : Le nombre total de fonctionnaires (225) pour la période biennale 2004-2005 est différent des totaux (265) pour 2004 et 2005 étant donné qu'il exclut les personnes qui ont eu plusieurs fonctions. Il diffère également du total du tableau 9 ci-dessus et du tableau 11 (222) ci-après du fait que des fonctionnaires ont été employés dans plusieurs classes ou départements.

Tableau 11  
**Personnel maintenu en fonction après l'âge de départ obligatoire à la retraite,  
 par entité et par classe, 2004-2005**

Entité	Nombre de fonctionnaires par classe																			Total	
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	L-7	L-6	L-5	L-3	G-7	G-6	G-5	G-4	FS-7	FS-6	FS-5	FS-4	FS-3		TC-6
Département des affaires de désarmement													1								1
Département des affaires économiques et sociales	3	6	5	4							4	1	1								24
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences			3		1						2	2	1	2						1	12
Département de la gestion	1	1	3								2	2	1	1							11
Bureau du Secrétaire général adjoint		1	2										1								4
Bureau des services centraux d'appui										1											1
Bureau de la gestion des ressources humaines	1		1									2									4
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité										1				1							2
Département des affaires politiques	1	1																			2
Département de l'information	3	3	6	8	2						1	8	5	1							37
DOMP	1	1		2	3								2								9
Département de la sûreté et de la sécurité			1																		1
CEA		2									7	1	1								11
CEE		1	1	1				1													4
CEPALC				1							1	1	2								5
CESAP		1									2	1									4
CESAO		1	1								1										3
MADOMP	7	5	16	17	2	1									1	2	5	3	1		60
Services interinstitutions	1																				1
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	1		1	1							1										4
HCDH		2													1						3
BSCI													1								1
Bureau des affaires juridiques	1												1								2
																					31

Entité	Nombre de fonctionnaires par classe																			Total	
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	L-7	L-6	L-5	L-3	G-7	G-6	G-5	G-4	FS-7	FS-6	FS-5	FS-4	FS-3		TC-6
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique			1																		1
Cabinet du Secrétaire général	1	1	1	1							1	1									6
CNUCED	2	1	1				1	1													6
PNUE	1								1												2
COCOVINU			1																		1
ONUSDC				1						1						1					3
ONUG		1		1																	2
ONUN											1		1								2
ONUV				1								2		1							4
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>27</b>	<b>41</b>	<b>38</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>23</b>	<b>20</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>222</b>

Note : Le nombre total (222) est inférieur à celui du tableau 10 ci-dessus (225) du fait que des fonctionnaires ont été employés dans plusieurs fonctions.